

LE JOUR, 1946
26 AVRIL 1946

UNE POLITIQUE ECONOMIQUE

A cause des difficultés économiques qui sont là ou qui viennent, c'est le moral des citoyens qu'il faut maintenant entretenir et maintenir.

Ici comme partout, nous avons et nous aurons des difficultés. Pour toute sorte de raisons, la vie va devenir moins facile.

Il faudra se montrer plus inventif, plus ingénieux, travailler davantage, se contenter de moins et se résigner à sacrifier quelque chose de ses réserves. Telle est la loi économique après les grands bouleversements. Telle est la dure condition du retour à l'équilibre et à l'ordre (dans la mesure où on peut encore espérer pour ce siècle l'équilibre et l'ordre).

Au Liban, notre matière première essentielle c'est la matière cérébrale. Nous vendons des services plus que des produits. Quand il n'y a plus de débouchés pour les services, il faut s'imposer des privations et se serrer la ceinture.

A partir de ce moment, le libanais se met à songer au départ. Il voit de nouveau la fortune outre-mer, ou seulement la facilité.

Mais la mer et le monde sont devenus inhospitaliers pour ne pas dire hostiles. Les pays étrangers se défendent et ce n'est plus seulement contre les hommes qu'ils se défendent. Les mesures draconiennes qu'ils prennent dans l'économie et dans la finance, découragent tous les efforts. Les échanges ne sont plus des échanges mais une opération à sens unique ; et le travail dans les pays naturellement moins favorisés, une forme de la servitude. Si nous ne voyons pas clairement cela, si nous ne nous organisons pas pour créer, sans cesse, nous nous préparons des jours ingrats.

En ce moment, il y a pour le Gouvernement libanais un devoir impératif : **c'est de ne pas sous-estimer l'importance du moral de ce peuple**, c'est de ne pas séparer la psychologie des mesures économiques et financières. Pour un temps, **il va s'agir de soutenir les affaires plutôt que de les imposer, de favoriser les initiatives plutôt que de multiplier les contraintes, de donner du souffle aux entreprises pour qu'à leur tour elles pussent résorber le chômage au lieu de contribuer à l'accroître.**

Toutes les affaires qui comptent dans ce pays, il est nécessaire qu'une politique libérale les favorise, et que le capital libanais qu'on essaye de fixer, **parce qu'il fuyait déjà**, on ne le décourage pas.

Les années maigres où nous sommes, les années plus maigres qui viennent, appellent la plus grande vigilance.

Une entreprise qui s'anémie, c'est une perte pour la collectivité entière. La règle qui s'impose, **c'est donc de ne pas sacrifier les affaires à la démagogie quelle qu'en soit la forme, c'est de ne pas supprimer le profit pour ne pas supprimer le travail.**

Le Liban d'aujourd'hui, il lui faut une activité exceptionnelle pour qu'il ne se démoralise pas.